

DEPARTEMENT DE HAUTE-SAVOIE

COMMUNE DE JONZIER-EPAGNY

**MODIFICATION N°1**

**DU PLAN LOCAL D'URBANISME**



FORMULAIRE DE SAISINE DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

PLU approuvé par Délibération du  
Conseil Municipal du 30/06/2020

Modification n°1 – Prescription par  
arrêté municipal du 09/05/2022

Vu pour être annexé à  
la délibération du Conseil

Municipal A Jonzier Epagny, le

Le Maire

Michel MERMIN



GOUVERNEMENT

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Examen au cas par cas réalisé par la personne publique  
responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du  
code de l'urbanisme  
pour un plan local d'urbanisme**

Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence  
de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

***En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité  
environnementale***

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce  
formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui,  
mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

**Cadre réservé à l'autorité environnementale**

Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

**1. Identification de la personne publique responsable**

Dénomination
Commune de Jonzier-Epagny
SIRET/SIREN
21740144700016
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
289 Route de Novery - 74520 Jonzier-Épagny, Tel : 04 50 35 24 39 - Email : mairiejonzier-epagny@orange.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
M. MERMIN, Maire de Jonzier-Epagny
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
M. PIERRE Sylvain, architecte-urbaniste
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Agence URBE0 – 8 quai Antoine Riboud, 69002 LYON Tel : 09 84 20 16 32 ; Email : sylvain.pierre@urbeo.fr

## 2. Identification du PLU

### 2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))

PLU

### 2.2 Intitulé du document

Plan Local d'Urbanisme de Jonzier-Epagny

### 2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document

Date d'approbation de la révision générale : 30/06/2020 ;

Site

internet :

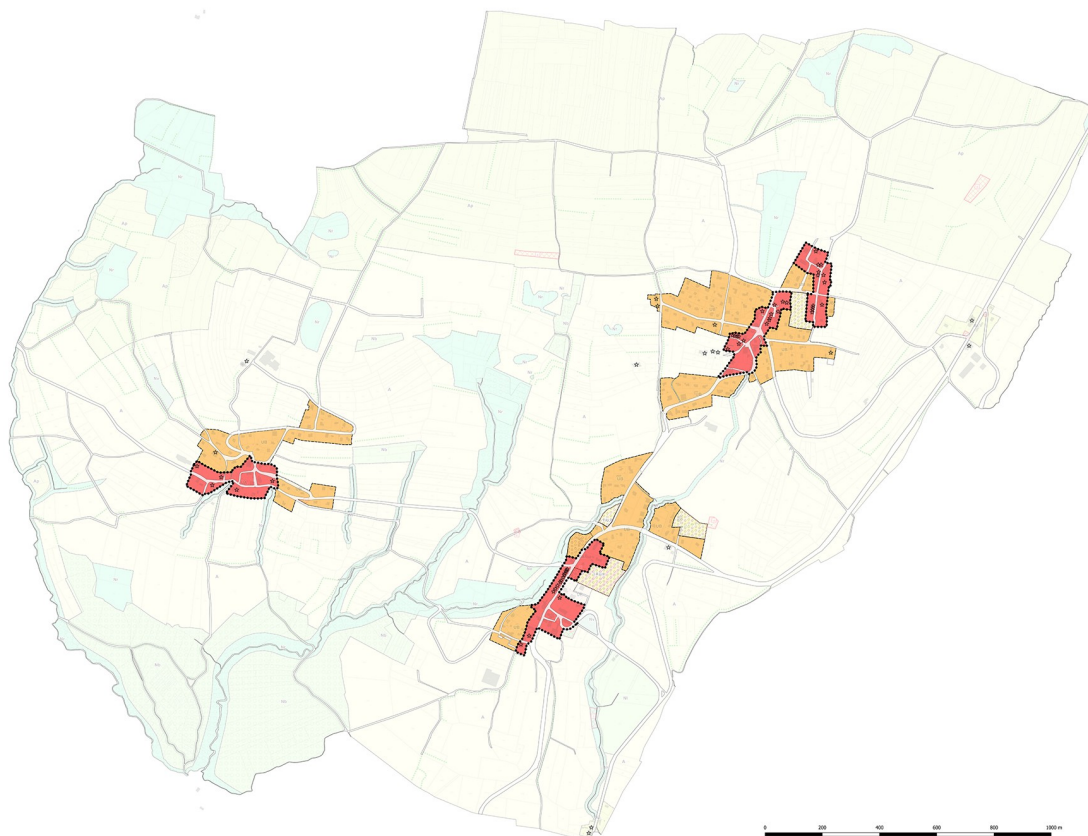
<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#file=1&lon=5.9903555681056995&lat=46.07007179149349&zoom=13&mlon=5.990356&mlat=46.070072>

### 2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU

Jonzier-Epagny

### 2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)

Le projet de modification concerne uniquement les zones urbaines UA et UB définies dans le PLU initial.



3. Contexte de la planification
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT de la Communauté de Communes du Genevois (CCG) approuvé le 16/12/2013
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027 approuvé le 18 mars 2022 SAGE de l'Arve approuvé le 23 juin 2018 PCAET de la CCG de juillet 2019 3ème PLH de la CCG (en cours de finalisation) ; 2ème PLH sur la période 2013-2019.
<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Le PLU n'a pas fait l'objet de demande d'examen au cas par cas. La prescription de la révision générale du PLU date du 28/07/2015. Le projet a été arrêté le 25/04/2017 et le PLU a été approuvé le 30/11/2017. Le tribunal administratif a annulé partiellement le PLU le 06/02/2020. Il a été réapprouvé par délibération du conseil municipal le 30/06/2020.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation

## Annexe II

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

### 4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

#### 4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification n°1 de droit commun.

#### 4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

##### 4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

La population municipale de Jonzier-Epagny s'élève à 833 habitants en 2020 (résultat du recensement général de la population de 2023).

##### 4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	711,90 ha	Le projet ne modifie pas les surfaces.	
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)
zones U	41,06 ha	5,77%	41,06 ha
zones 1 AU	3,06 ha	0,43%	3,06 ha
zones 2 AU	0,00 ha	0,00%	0,00 ha
zones A	552,66 ha	77,63%	552,66 ha
zones N	115,12 ha	16,17%	115,12 ha
Total	711,90 ha	100,00%	711,90 ha

## Annexe II

### 4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Entre 2007 et 2016, la commune consommait 5600m<sup>2</sup> par an. A l'horizon du PLU, la commune a fixé un objectif de réduction de 40% de ses consommations foncières pour atteindre 3400m<sup>2</sup> par an.

### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La modification n°1 a pour objectifs de corriger :

- des erreurs matérielles commises lors de la conception du document en particulier une absence de lien entre le règlement écrit et le règlement graphique sur plusieurs points,
- des difficultés d'application de règles lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme. Il convient d'améliorer l'application et l'interprétation de certaines règles ou définitions.
- des difficultés opérationnelles pour engager des aménagements sur plusieurs secteurs de la commune : il convient de résoudre des problématiques de stationnement, d'encadrer davantage les secteurs faisant l'objet de pression immobilière (démolition / reconstruction), d'adapter le rythme d'urbanisation de la commune,
- d'inscrire de nouvelles règles dans une perspective de développement durable ou de protection du patrimoine.

De manière précise, l'arrêté de prescription de la modification n°1 du PLU s'est donné pour objectif de :

- préciser les termes employés dans le règlement (en particulier la notion d'annexe),
- d'adapter le nombre de places de stationnement aux caractéristiques des programmes immobiliers,
- d'augmenter les surfaces perméables s'inscrivant dans une logique de développement durable,
- maîtriser davantage la constructibilité des terrains notamment dans les secteurs faisant l'objet d'un renouvellement urbain,
- préciser un échéancier pour l'urbanisation des différentes zones à urbaniser.

#### 4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires

## Annexe II

<p>aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p>X Non</p>
---

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p>X Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
---

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Le secteur soumis à OAP n°5 prévoit de cadrer et incidemment d'augmenter la densité de logements par rapport à aujourd'hui.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

X Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

X Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui

X Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☐ Oui

X Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

- de créer de nouvelles protections environnementales

☐ Oui

X Non

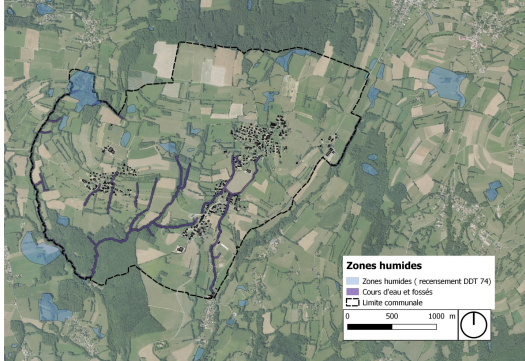
Si oui, préciser les protections et leurs superficies

<p>- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
<p><b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b></p> <p>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</p>
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
<p><b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b></p> <p>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</p>
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
<p><b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b></p> <p>- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b>, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité</p>
<p><b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b></p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p>

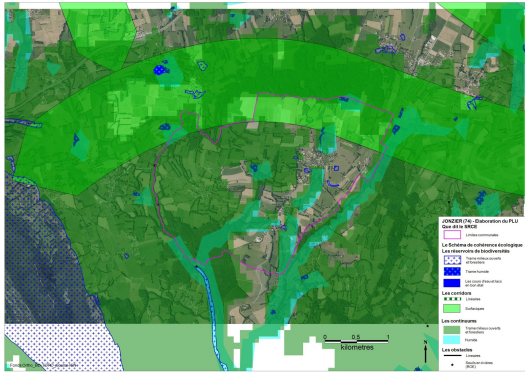
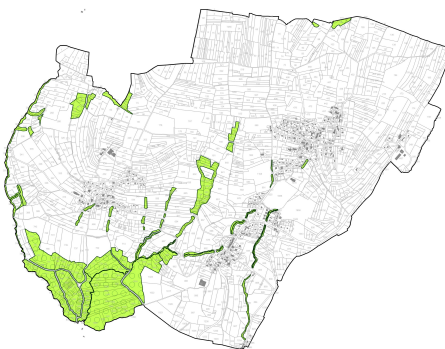
X Non
<b>Si oui, préciser les effets</b>

<b>5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure</b>			
<b>5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	X	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	X	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	X	
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou	<input type="checkbox"/>	X	

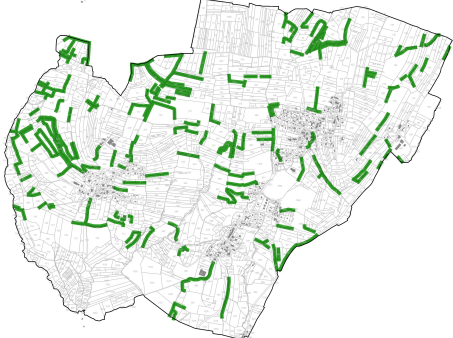

## Annexe II

dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	X	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	X	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	X	
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<p>13 zones humides sont identifiées sur le territoire dont 4 sont localisées en périphérie de zones urbaines. Une zone humide présente un intérêt qualifié de « moyen », deux ont un intérêt faible et 10 ZH n'ont pas été prospectées.</p> 
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	X	<input type="checkbox"/>	<p>La trame bleue est constituée des cours d'eau et des zones humides.</p> <p>Le réseau de haies mais surtout les prés-vergers constituent des réservoirs de biodiversité locaux. Ces derniers ont tendance à disparaître du territoire (dépérissement de vergers faute d'entretien). Un corridor écologique intercommunal (repéré au SRADDET et au SCOT) est identifié à l'extrême Nord de</p>

# Annexe II

			<p>la commune, le long du bois du Mont localisé sur la commune voisine.</p> 
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	X	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	X	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	X	<input type="checkbox"/>	
Autre protection	X	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est couverte par deux mesures de protection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une protection paysagère : les haies et boisements protégés au titre du L.151-19 CU.</li> </ul>

## Annexe II

			 <p>– Une protection patrimoniale : les bâtis d'intérêt architectural ou patrimonial au titre de l'article L.151-19 CU.</p> 
--	--	--	---

### 5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	X	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	X	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	

## Annexe II

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	X	
Autre protection	X	<input type="checkbox"/>	Les mesures de protection du patrimoine sont renforcées et le nombre de bâtiments concerné est augmenté.

### 5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	X	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	X	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	X	
D'une zone humide prévue à	<input type="checkbox"/>	X	

## Annexe II

l'article L. 211-1 du code de l'environnement			
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	X	
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	X	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	X	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	X	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	X	<input type="checkbox"/>	De nouveaux bâtiments sont inscrits comme à protéger au titre du patrimoine.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	X	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	X	
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui X Non			
Si oui, précisez :			

## 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

*De manière globale, la modification n°1 du PLU n'emporte pas d'effet notable. De manière détaillée :*

- La modification du Coefficient d'Emprise au Sol en zones UA et UB devrait pour effet de cadrer davantage les formes bâties. Elle évitera les situations de surdensification et devrait permettre une meilleure préservation des caractéristiques du village tout en poursuivant les possibilités d'une densification raisonnée en correspondance avec les orientations du SCOT de la Communauté de Communes du Genevois.*
- La modification du nombre de stationnements en zones UA et UB pourrait conduire à augmenter les volumes construits sur les parcelles par l'internalisation des places de stationnement générées. Cela pourrait également conduire à une diminution des espaces verts sur les terrains par la délimitation de places extérieures. Cependant, ces règles devraient améliorer la réponse aux besoins de stationnement et à l'encombrement des espaces publics, le village ne bénéficiant pas d'une desserte en transport collectif effective.*
- La modification des implantations par rapport aux limites séparatives en zone UB devrait pacifier les problématiques de traitement des limites parcellaires. Par ailleurs, en permettant la réalisation de constructions en continuité dans des tissus urbains qualifiés par leur discontinuité, la physionomie et le paysage des secteurs concernés pourraient évoluer vers une image plus dense.*
- L'instauration du permis de démolir comme mesure supplémentaire de protection du patrimoine devrait conduire à une meilleure protection du patrimoine bâti remarquable.*
- L'identification complémentaire de bâtiments protégés devrait permettre une meilleure conservation des bâtiments localisés en dehors de la zone UA.*
- La création d'un secteur de taille minimum de logements devrait avoir pour effet de limiter les possibilités de découpe en plus de 2 ou 3 logements des anciens et grands bâtiments remarquables. Il s'agit d'une mesure de préservation du patrimoine.*
- La définition d'un échéancier d'ouverture à l'urbanisation des zones 1AU devrait permettre de temporiser l'urbanisation, le nombre de constructions et le nombre d'habitants à l'horizon 2029. Il s'agit d'une mesure permettant de ne pas mettre sous pression les différents équipements publics et réseaux de la commune.*
- La création d'une OAP n°5 « secteur centre-village Nord » devrait permettre de contrôler davantage la programmation générale en logements et les densités attendus sur le territoire. Elle permet également d'anticiper le renouvellement urbain potentiel du secteur en prenant en compte les problématiques d'accès et de circulation sur une route présentant un virage délicat.*

<b>7. Autres procédures consultatives</b>
<b>7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées</b>
Début mai 2023
<b>7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)</b>
Non
<b>7.3 Procédure de participation du public envisagée</b>
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Révision allégée du PLU (en cours)
- autre, préciser les modalités

<b>8. Annexes</b>		
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	X
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	X
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	X
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
<b>8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant</b>		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		

**9. Engagement et signature**

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Jonzier-Epagny	le,	
Nom	MERMIN	Prénom	Michel
Qualité	Maire de Jonzier-Epagny		

Signature



DEPARTEMENT DE HAUTE-SAVOIE

COMMUNE DE JONZIER-EPAGNY

**MODIFICATION N°1**  
**DU PLAN LOCAL D'URBANISME**



**ANNEXE - DOCUMENTS GRAPHIQUES**

PLU approuvé par Délibération du  
Conseil Municipal du 30/06/2020

Modification n°1 – Prescription par  
arrêté municipal du 09/05/2022

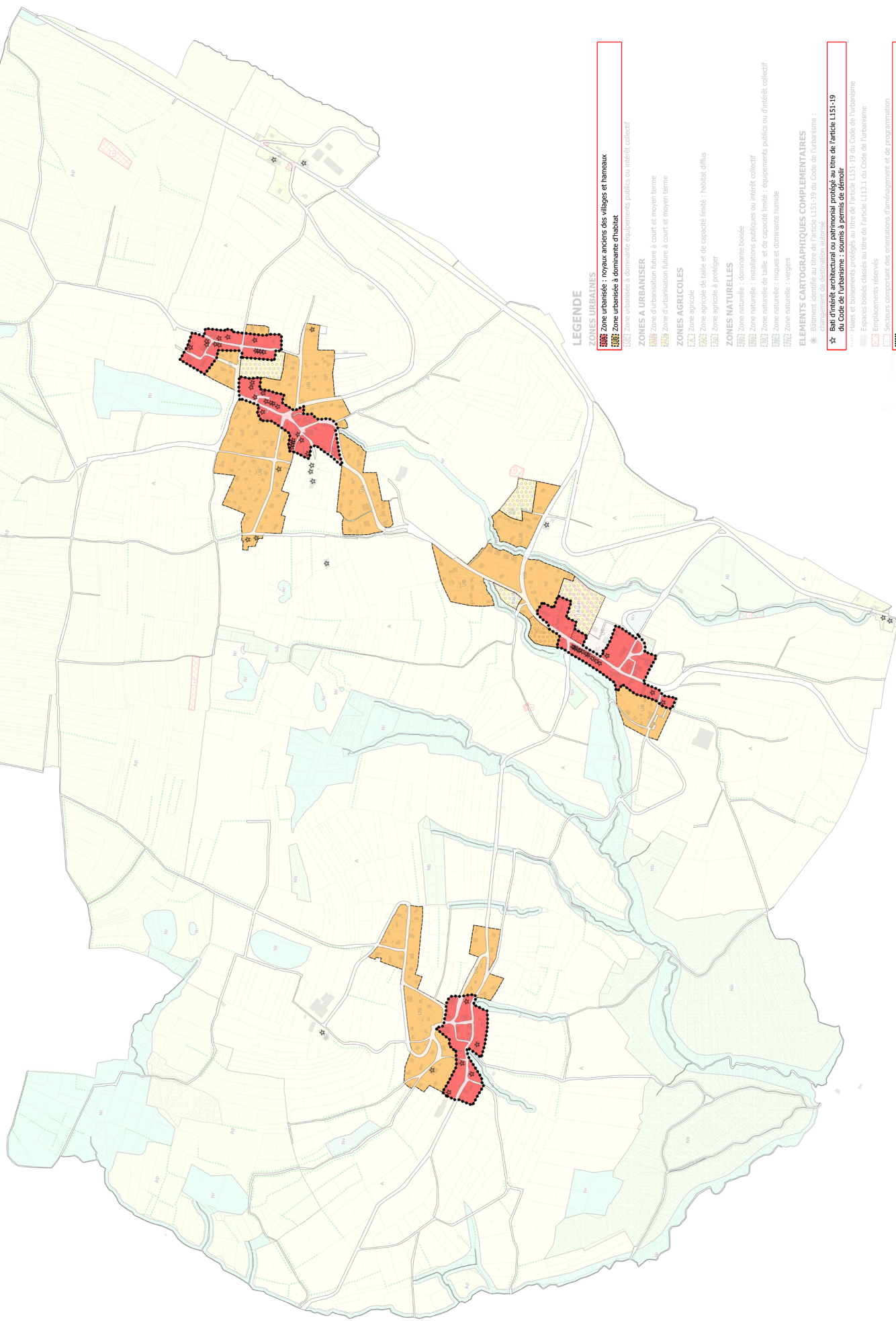
Vu pour être annexé à  
la délibération du Conseil

Municipal A Jonzier Epagny, le

Le Maire

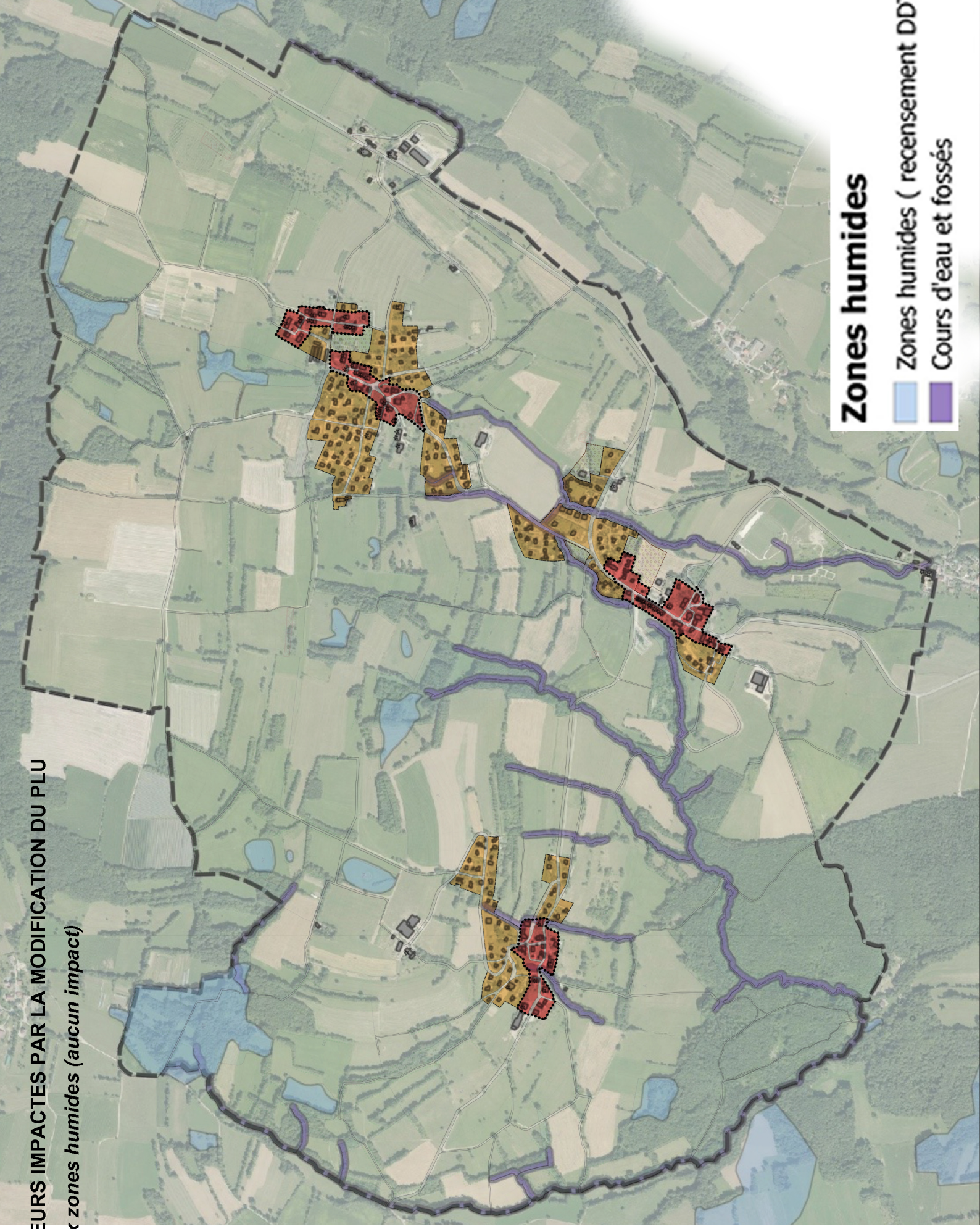
Michel MERMIN

# SECTEURS IMPACTES PAR LA MODIFICATION DU PLU





## SECTEURS IMPACTÉS PAR LA MODIFICATION DU PLU

*Enjeux zones humides (aucun impact)*



### Zones humides

-  Zones humides ( recensement DDT 74)
-  Cours d'eau et fossés

**PAR LA MOD**

**SECTEUR**  
**Enjeux**

